

## **SECTION 1 : REGLES COMPTABLES ET D'EVALUATION PARTICULIERES**

Le chapitre « Dispositions particulières » regroupe des règles comptables et d'évaluation spécifiques aux établissements de crédit. Ces règles, lorsqu'elles sont en opposition avec les dispositions générales énoncées dans le chapitre premier, dérogent de manière permanente à ces dispositions.

1. Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions de la section 2 «Opérations sur titres».

2. Les opérations de cession d'éléments d'actif ( cessions parfaites, pension, réméré, prêts et emprunts de titres et titrisation) sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions de la section 3 «Opérations de cession d'éléments d'actif».

3. Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions de la section 4 «Opérations en devises».

4. Les opérations sur produits dérivés sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions de la section 5 «Opérations sur produits dérivés».

5. Les créances en souffrance sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

6. Les comptes des succursales et agences à l'étranger sont, avant d'être intégrés dans les comptes du siège au Maroc, retraités pour harmoniser les méthodes comptables et d'évaluation utilisées par ces entités avec celles appliquées par le siège.

7. Les immobilisations financières comprennent les créances subordonnées, les titres d'investissement ainsi que les titres de participation et emplois assimilés.

8. La compensation entre des créances et des dettes, entre des engagements donnés et des engagements reçus ou entre des produits et des charges est interdite sauf dans les cas prévus par le PCEC.

9. Les opérations qui sont exécutées à une date ultérieure à celle de leur conclusion, conformément aux usages du marché ou au délai convenu contractuellement, ne sont enregistrées dans l'actif ou le passif qu'à la date de la livraison des éléments concernés. Les engagements reçus ou donnés découlant de ces opérations sont inscrits au hors bilan à la date de la conclusion des opérations et ce, jusqu' à la date de livraison.

10. Lorsque des concours sont distribués dans le cadre d'un consortium de plusieurs établissements de crédit, chacun des membres du consortium ne doit faire figurer dans les comptes appropriés que sa propre quote-part.

L'établissement chef de file doit en outre suivre en hors bilan, dans les comptes appropriés, le montant total du crédit ainsi que la part de chaque co-participant.

Dans le cas où la quote-part en risque d'un établissement de crédit est supérieure à sa quote-part dans le financement, il y a lieu d'inscrire l'excédent constaté en hors bilan parmi les engagements de garantie donnés.

Dans le cas où la quote-part en risque est inférieure à celle du financement, l'établissement de crédit inscrit la différence en hors bilan parmi les engagements de garantie reçus.

Lorsque des engagements de garantie ou de financement sont accordés dans le cadre d'un consortium de plusieurs établissements de crédit, chacun des membres du consortium ne doit faire figurer dans le hors bilan que sa quote-part dans le risque final.

L'établissement chef de file doit en outre suivre en hors bilan, dans les comptes appropriés, le montant total de l'engagement de garantie ou de financement ainsi que la quote-part de chaque co-participant.